la cause du peuple

nouvelle édition

N°2 Novembre 2010

Travailleurs et Peuples opprimés de tous les pays unissez-vous !



De la révolte





à la révolution !



l'éditorial

Depuis septembre, un bond qualitatif est apparu au gré des multiples formes de manifestations, d'initiatives ouvrières et populaires. Le processus de décantation politique, idéologique et organisationnel fait son chemin.

Le mécontentement grandit au sein des syndicats, parmi les travailleurs dans leur ensemble et au sein de la population en général. On fait de moins en moins confiance aux partis politiques. Les directions syndicales ont dû relancer l'intersyndicale pour ne pas perdre le contrôle de la base de plus en plus contestataire et révoltée. Les grèves à répétition qui coûtent cher aux travailleurs se délitent, car inefficaces.

Cette prise de conscience avait commencé à prendre corps après la grande manifestation en janvier 2009 qui avait rassemblé 2 millions de personnes sur toute la France, dont plus de 300 000 à Paris. Au mois de juin de la même année, il n'y avait plus que 3 000 manifestants à Bastille…

La contestation au sein de la CGT est sensible depuis le 49ème Congrès, en décembre 2009. A la base et même au niveau intermédiaire (unions locales, départementales et certaines fédérations), avait soufflé un vent de contestation de la tactique et de la stratégie de la centrale.

La colère contre l'Etat ne faisait par ailleurs que s'amplifier. Le gouvernement lui-même appelait à la concertation les « partenaires sociaux », c'est-à-dire les directions syndicales, au « dialogue », craignant que les centrales soient débordées par la base, que le mécontentement se transforme en révolte, pire en soulèvement incontrôlé.

Le spectre de Mai 68 commençait à hanter les nuits du patronat et des réformistes, des partis politiques partisans de « bonnes » réformes afin que le système capitaliste survive alors que ce dernier est la source même de l'exploitation et de l'oppression que subissent la classe ouvrière et le petit peuple laborieux. Ils n'ont d'autres objectifs que les élections de 2012, comme si changer une équipe de droite par une équipe de gauche apporterait un changement politique véritable, durable. Nous en avons suffisamment fait l'expérience.

Les centrales font la sourde oreille aux appels à la grève générale qui, certes ne se décrète pas, mais s'organise à la base. Pour autant, le rôle des directions, de l'intersyndicale est d'appeler au retrait pur et simple du projet, au blocage général de l'économie, seul moyen de faire plier la bourgeoisie, en dénonçant le chantage médiatique orchestré par le gouvernement et le patronat maître de l'économie et de l'Etat. Ce sont eux les responsables des délocalisations et des restructurations ainsi que du chômage qui en résulte, ce qui plombe à son tour la Sécurité Sociale, la Caisse des Retraites, etc. Les centrales ont dû renforcer leur unité de façade et appeler à la mobilisation, poussées par leur base.

Depuis septembre, le bond qualitatif s'est concrétisé par :

Des intersyndicales de base, des interpros de types et formes diverses (travailleurs du public ou du privé, lycéens, étudiants), des liaisons intergénérationnelles et autres assemblées populaires.

L'idée et la mise en application du blocage de l'économie à fait son chemin, blocage des secteurs clés, comme celui des raffineries, des dépôts de carburants, des chemins de fer, des axes routiers. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les secteurs les plus combatifs du public, les fédérations CGT SNCF et Chimie, sont des fédérations en désaccord avec la politique de conciliation et la stratégie de la centrale. Les blocages ont lieu sur des zones industrielles (comme à Nantes, à Amiens, etc.).

Ainsi le blocage n'est plus du seul fait des grévistes. Y participent également des travailleurs des différents secteurs, des professeurs, des lycéens, des étudiants, des chômeurs et précaires et même des paysans (Nantes) qui prêtent main forte spontanément ou sont appelés en renfort pour tenir les piquets de grèves, blocage des plates-formes de distribution des grandes surfaces (Aix).

Différentes formes de grèves voient le jour : grève de moins d'une heure pour ne pas perdre une journée de travail, blocage d'une chaîne, puis d'une autre, bloquant ainsi la production dans son ensemble, relais des grévistes

sommaire

Idéologie

★L'unité à la base, le front uni et le nouveau pouvoir *(p.3)*

Lutte de classe

★Le MEDEF muré au Havre (*p.4)*

★La mobilisation de la jeunesse *(p.4)*

★La CdP dans les manifs *(p.4)*

★La résistance des raffineries *(p.4)*

★Hôpital Tenon en grève *(p.6)*

★Un point sur Michelin *(p.7)*

★Les travailleurs de l'automobile s'invitent au salon de l'auto *(p.7)*

★Correspondance PACA *(p.7)*

★Témoignage sur Grandpuits *(p.10)*

Fascisme moderne

★Témoignages sur la répression (*p.5)*

★Appel à la formation d'un Secours Rouge Prolétarien *(p.6)*

★Nanterre : une journée de résistance *(p.10)*

Histoire

★Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne *(p.6)*

International

★Répression anti-ouvrière en Ukraine *(p.7)*

★Liberté pour les "43 de Morong" ! *(p. 9)*

catégorie par catégorie (nettoiement de Paris), piquet de grève empêchant l'entrée des bennes d'ordures, bloquant le fonctionnement de l'incinérateur d'Ivry, bref, des tactiques de harcèlement s'inscrivant dans la durée.

La solidarité s'organise, des caisses de grève se multiplient, ce qui permet de tenir plus longtemps.

La tactique suivant laquelle « quand l'ennemi recule nous avançons, quand il avance nous reculons, quand il s'arrête nous le harcelons » a été appliquée dans les blocages des points stratégiques, dans les multiples blocages « volants », désorganisant les forces de répression, bloquant partiellement une ville, une zone, etc.

La classe ouvrière applique avec prudence et intelligence une espèce de « guerre larvée» en réponse à la « guerre » que lui a déclarée la bourgeoisie.

Les travailleurs prennent de plus en plus conscience de la nature de l'Etat, un Etat policier auquel ils sont confrontés non seulement dans leurs luttes, mais aussi dans leur vie quotidienne.

Les provocations de la police, orchestrées par l'Etat qui leur donne des ordres non-écrits, ont été démasquées par les manifestants, notamment le fait que les civils se camouflaient avec des badges syndicaux. Lors de la manifestation parisienne, les policiers en civil ont été chassés de la manifestation et ont dû se réfugier derrière le cordon de gardes mobiles armés jusqu'aux dents. La résistance s'organise face à l'Etat policier, prenant des formes variées.

Peu à peu s'esquisse le Front Uni révolutionnaire dont nous avons besoin.

C'est à la base dans les usines, entreprises, lycées, universités, que les comités de base peuvent se développer et dépasser la forme et les objectifs des luttes que nous vivons aujourd'hui. Ces comités de base doivent avoir pour objectif de consolider l'unité atteinte, en faire des structures stables se donnant comme objectif de faire reculer pas à pas la bourgeoisie, son Etat, empêcher la progression du fascisme moderne, combattre l'Etat policier, jusqu'à la victoire totale des travailleurs qui pourront alors profiter des fruits de leur travail et établir la paix et la fraternité entre les peuples. Cet objectif suppose la réorganisation du mouvement ouvrier et populaire tant sur le plan syndical que politique.

L'unité à la base, le front uni et le nouveau pouvoir

Nous avons précédemment parlé de l'Etat policier et de la forme moderne de fascisme qui se développe aujourd'hui. Abordons maintenant la question de la résistance à développer et de ses formes.

Dans l'article du mois dernier, nous avons abordé le rôle que les directions syndicales et les partis réformistes jouent dans le maintien du système, voire de son renforcement. Il nous amène à nous poser la question suivante : comment s'organise-t-on ?

Au préalable, faisons bien la distinction entre la base de ces organisations et leurs dirigeants (ou aspirants). C'est une contradiction dont nous devons tenir compte et qui est d'autant plus importante en cette période où TOUTES les organisations sont traversées par une lutte idéologique, où s'opère une décantation générale.

De manière simplifiée, il y a donc une lutte dans ces organisations entre la ligne qui veut faire avancer la lutte de classe, développer la contradiction basique travailleurs/bourgeoisie et provoquer la rupture ; et la ligne qui veut avancer petit à petit, qui défend le statu quo, voire le retour en arrière et qui développe donc la conciliation, la réforme progressive et la collaboration de classe.

Plutôt que de penser qu'il est possible de transformer ces organisations de l'intérieur (de penser en termes d'évolution linéaire, de grignotage), il est nécessaire de créer de nouvelles formes d'organisations (et donc de penser en terme d'évolution qualitative, de rupture).

Les comités de base sont cette forme à développer. Il s'agit en premier lieu de former un comité de lutte regroupant syndiqués et non-syndiqués avec comme premier objectif de relever la tête et reprendre ses affaires en main. La lutte contre la réforme des retraites a vu fleurir ce genre d'initiatives. Ces comités de base doivent ensuite se fédérer à plusieurs niveaux (local, régional, national). Il est très important que ces comités marchent sur deux jambes, c'est-à-dire luttent pour les revendications immédiates des travailleurs (côté économique) mais également pour les revendications concernant le système dans sa globalité (côté politique). Lutte économique et lutte politique doivent être les deux faces d'une même pièce.

Les nombreuses initiatives qui vont dans ce sens lors du mouvement contre la réforme des retraites sont encourageantes. Nous devons les soutenir et les faire avancer.

Ces comités de base sont la forme organisationnelle du front uni, nécessité absolue pour développer une lutte massive et efficace contre l'Etat et la bourgeoisie.

Ce sont également les embryons du nouveau pouvoir. Ce nouveau pouvoir, c'est la capacité de reprendre nos affaires en main dans tous les domaines possibles. Il s'agit de démontrer que les masses populaires sont capables d'être des organisateurs. Il s'agit également de tisser et de renforcer des réseaux de solidarité. « Servir le peuple », c'est bien ça qui doit guider l'action du comité de base.

Il est certain qu'en raison de la répression et du degré élevé du développement de l'Etat policier, il sera difficile de conserver des structures stables, surtout si elles commencent à s'étendre et à (re) prendre « trop » de pouvoir. Mais l'important est de développer ces initiatives partout où c'est possible, de prendre le pouvoir où l'on peut, et de préparer les conditions à un changement radical, qui transformera la société. Et pour ce faire, c'est tout le pouvoir que le prolétariat devra saisir car « sans le pouvoir, tout est illusion » !

★ C.

LE MEDEF MURÉ AU HAVRE

Les militants de l'AG interpro du Havre ont muré le siège du MEDEF avec des parpaings et ont redécoré sa façade. Voici leur appel :

« L'Assemblée Générale interprofessionnelle de l'agglomération du Havre soutenue par les instances locales CGT-CFDT-Solidaires-FSU de l'agglomération Havraise, constate la permanence de la mobilisation et l'ampleur du soutien populaire. Elle demande à l'Intersyndicale nationale d'inviter lors de sa réunion du 4 novembre des délégations représentatives des AG de grévistes et de la base mobilisée dans les villes, afin de porter des propositions d'actions à mettre en place et un calendrier de mobilisation jusqu'au retrait de la loi. »

Sur les directions syndicales : « A trop fréquenter les moquettes du pouvoir, ils ont sans doute perdu le sens de l'orientation sur les pavés rougis par notre colère. » ★

Plus d'infos sur l'AG interpro du Havre sur le site internet : www.havredegreve.org/

LA MOBILISATION DE LA JEUNESSE

La jeunesse, et en particulier les lycéens et lycéennes, s'est particulièrement mobilisée lors du mouvement contre la réforme des retraites. Elle a apporté une ouverture non négligeable sur les revendications : logement, chômage, précarité. La radicalité des actions de blocages et des manifestations est également à noter. Ce n'est pas pour rien que le pouvoir a envoyé ses sbires pour mater la rébellion de la jeunesse !

Certains lycées continuent à se mobiliser, à l'image de la Coordination Lycéenne du 9-3 qui publie son propre journal. Pour les contacter : coordlycees93@yahoo.fr



LA CDP DANS LES MANIFS

Notre journal a été très bien accueilli, au sein des diverses manifestations. Nous avons beaucoup discuté. Nous avons pu constater le haut niveau de conscience des anciens et des jeunes, qui pour la plupart étaient en accord avec nos analyses sur l'Etat policier, la montée d'une forme moderne de fascisme (on a même vu une banderole CGT « Contre le fascisme contemporain »), la nécessité de l'Unité à la base, la lutte contre la bourgeoisie et les conciliateurs.

A Marseille, la grande manif du 6 novembre qui a rassemblé 80.000 personnes était particulièrement dynamique. Les manifestants étaient toujours déterminés à lutter pour le retrait, beaucoup remettant en cause le système capitaliste lui-même.

La CdP a été largement diffusée et a connu un succès aussi important que dans la région parisienne parmi les lycéens, étudiants, travailleurs, anciens du PCMLF, de la Gauche Prolétarienne, militants du PC, du Front de Gauche, libertaires, de la LDH et d'autres associations.

La diffusion au niveau national commence à s'organiser avec des comités, des relais, des correspondances, qui se mettent en place. ★

LA RESISTANCE DES RAFFINERIES CONTRE LA « REFORME DES RETRAITES »

Cet article a été écrit avant la reprise du travail à Grandpuits.

Les douze raffineries de France se sont mises en grève reconductible. Déjà en mars, les ouvriers de la raffinerie de Dunkerque ont montré leur détermination pour protester contre la fermeture de leur site. Ils avaient reçu l'appui des ouvriers des autres raffineries qui s'étaient mis en grève. Lors de la manifestation à la Défense, ils s'étaient heurtés au refus de la direction de les recevoir. Quand ils tentèrent de pénétrer dans l'immeuble, ils subirent la répression policière et résistèrent. Les gendarmes qui voulaient les gazer à l'intérieur des locaux ont été pris à leur propre piège et subirent l'effet des gaz qu'ils avaient eux-mêmes utilisés. Les ouvriers sont rentrés à Dunkerque avec un bouclier et une matraque comme trophées.

Aujourd'hui, comme bien d'autres grévistes d'autres professions, ils savent que c'est en bloquant l'économie que l'on peut faire reculer le gouvernement et le patronat, comme cela a été fait en 1936 et 1968, où la grève avec occupation s'est étendue à tout le pays, à toutes les professions.

Nous avons pu aller à Grandpuits. Bien qu'ayant subi l'assaut des gardes mobiles et ayant eu 3 blessés, les grévistes ne baissent pas les bras. De nombreuses personnes, syndicats, partis, associations apportent non seulement un soutien moral, mais aussi matériel, chèques ou argent, collectes, qui alimentent le comité de grève et permettent en partie de tenir. Total, qui gagne des milliards ne veut pas céder. Pire, le groupe veut fermer une des raffineries en Alsace.



Bien que le pétrole soit un secteur stratégique, il est entre les mains des multinationales et les fermetures des sites répondent à l'appétit des actionnaires qui délocalisent là où ils peuvent extraire le maximum de plus-value. L'élimination de secteurs entiers de l'économie est responsable de la casse de la Sécurité sociale et l'Etat veut imposer sa réforme pour faire payer encore une fois les pauvres.

Mais la résistance s'organise, s'amplifie et quelque soit l'issue de la lutte, la classe ouvrière est passée à l'offensive contre la bourgeoisie et les conciliateurs, qui n'ont qu'une peur, qu'elle prenne de l'ampleur et menace leurs plans réformistes, qu'elle prenne de plus en plus des visées révolutionnaires. ★ P-R

TEMOIGNAGES SUR LA REPRESSION

Le mouvement contre la réforme des retraites a été riche en évènements, notamment au niveau de la répression et de l'activité policière. Nous avons donc décidé de publier quelques extraits de témoignages que nous avons recueillis.

Lyon, Place Bellecour, le 21 octobre

« Je me rendais hier, accompagnée de quelques amis étudiants, à une manifestation organisée et approuvée par la préfecture. […] Personnellement je n'ai pas encore réussi à écrire un témoignage qui puisse exposer clairement les faits aux personnes extérieures car je suis encore abasourdie et choquée par ce que nous avons vécu. MJ»

« Je suis restée bloquée d'environ 13h30 à 17h30, et je ne suis sortie saine et sauve, et sans contrôle, uniquement parce que je suis une jeune femme blanche, sans dreads ni piercing...

J'ai vu un CRS faire le signe de décapitation en ricanant, à l'attention de mon ami. […] J'ai vu un type se faire prendre et tabasser lors d'une charge de CRS alors qu'il ne faisait rien, qu'il était juste là, à fuir, à tenter de se protéger, à être là, comme nous, sauf qu'il était un jeune homme d'origine maghrébine, évidemment. […]

On a discuté avec des jeunes qui correspondaient parfaitement aux clichés relayés par les médias : jeunes d'origine africaine à foulard, baskets, capuche... On a brièvement discuté de la réforme ("et on ne va pas travailler jusqu'à 70 ans !" me dit un jeune avec un petit sourire au lèvres : il le sait, il est surtout là pour se battre contre une société raciste et pourrie, dont la réforme est un élément qui finalement ne le concerne que de loin), on a appris que certains lycéens se battaient également contre la suppression des BEP, on a parlé du racisme, de la propagande... […]

[Le jeune lycéen] nous a raconté, sans hausser la voix, comme si c'était là quelque chose de banal, qu'un CRS, en le bloquant, lui a dit d'un air méprisant qu'il l'avait reconnu, lui, un « casseur » de ce matin 9h. Le garçon nous a alors dit : « à 9h, je faisais une interro ! ». « Ils m'ont dit que les Blancs passaient mais pas les autres ». Signé : Lapins»

« Vers 17h00, je bouge de checkpoint […] et là je vois plus d'une cinquantaine de lycéens les uns derrière les autres. Ils sont fouillés, contrôlés. Je demande à l'un d'entre eux qui vient de sortir si ils sont photographiés. Il me dit que lui non, mais d'autres oui : « J'ai posé des questions dit-il : » Qui photographiez-vous, sur quels critères ? On lui répond : « Eux par exemple, en survêtement... ! » […] Je quitte Bellecour. Si mon enfant s'était retrouvé enfermé sur cette place... J'aurais été capable d'une agressivité difficilement contrôlable. Mêmes les pierres n'auraient pas suffi, encore moins les voitures retournées. Ce qui est cassé par certains est la marque d'une grande force, d'un grand courage. . Consciemment ou inconsciemment, ces gestes arrachent des marchandises aliénantes dans un décor de rues murées de vitrines, va et vient incessant de voitures stressées, bruit, air irrespirable. Marchandises parmi les marchandises, où êtes-vous parents ? Où êtes-vous vivants ? »

Sur les flics déguisés en syndicalistes

« Je voulais vous signaler un incident qui nous a été rapporté par notre secrétaire de syndicat.

Il était sur la place Bellecour [Lyon] avant le début de la manif du 19 octobre avec ses collègues pompiers et des groupes de jeunes, quand ils ont assisté à une agression verbale et physique de la part d'individus, qui portaient des badges CGT, vis à vis d'un groupe de jeunes. Les pompiers se sont interposés et ont réussi à ceinturés les agresseurs (ce sont des pompiers et ils sont costauds !).Tant et si bien qu'ils ont eu la surprise de voir ces individus sortir leur carte de police pour se défendre car c'était des flics de la BAC ! Non mais est ce vous y croyez ?!!! J'ai beau me dire qu'ils sont capables de tout, j'en suis quand même pas revenu ! Du coup, les pompiers leur ont arraché leurs badges CGT et leur ont dit qu'ils valaient mieux pour eux qu'ils foutent le camp, ce qu'ils ont fait ! »

Pour note, ce genre de témoignage nous est parvenu de plusieurs villes et pour de nombreuses manifestations.

Manif à Paris du 16 octobre

« Arrivés Place de la Nation, les appels à la dispersion se sont multipliés et nous avons décidés de rester là un moment […]. Une trentaine de minutes plus tard, nous avons vu une banderole qui faisait deux fois le tour de la Place, entrainant dans son sillage au moins trois cents personnes. Nous avons décidé de la suivre. […] Ce jour là, j'étais particulièrement remonté. La veille, un jeune d'un lycée voisin s'était fait abimer l'œil par un tir de flash-ball.

[…] On voulait faire du bruit, ça c'est sûr. Nous avons donc remonté la rue en criant "Paris, debout, soulève-toi !" et "Montreuil, œil pour œil !". […]

Ce ne sont pas les CRS qui nous ont interpelés mais les civils toujours encapuchonnés, couverts d'autocollant de manifestants. […] Sur le coup, ils n'ont même pas pris la peine de mettre leurs brassards de police […] Serflex aux mains, tête contre le mur, à chaque mot, ils nous répétaient la même phrase : "Ferme ta gueule !".

[…]C'est quelques heures plus tard que j'ai vraiment été surpris, garde à vue pour "dégradation de biens en bande armée"… C'était quoi ce délire ? […]

Aucun journaliste n'est entré à l'Opéra après notre action, les CRS en interdisaient l'accès sous le motif qu'il avait été "ravagé". Pourtant, aucune dégradation n'a eu lieu, il suffit de demander au personnel sur place ! Les médias ont ressorti exactement le même discours que j'ai entendu au commissariat et j'ai été profondément choqué ! »

Pour cette fin de manif, plusieurs témoignages nous sont parvenus établissant le nombre de flics en civil à une centaine, dont plusieurs avec des autocollants syndicaux CGT.

LE CHIFFRE

2500

C'est le nombre de "casseurs" arrêtés lors du mouvement. Dans leur cas, aucune présomption d'innocence ! Certains ont même écopé de peines de prison ferme. Il y a également eu plusieurs blessés,certains graves.

Tous les uniformes ne sont pas bleus…

« Nous voyons alors une petite bousculade et comprenons qu'il y a eu une sorte de chahut entre quelques lycéens. […] C'est là que nous voyons le SO de la CGT, qui était à proximité, débouler et s'improviser justiciers comme ils savent le faire : en chargeant tout ce qui bouge et en cognant.

Soyons clairs, quelques minutes plus tard, les jeunes des lycées nous diront " ils nous ont tous chargé comme ça, d'un coup, sans distinction : ils ont foncé sur nous et nous ont éclaté !". […]

Les insultes fusent, des étudiants, lycéens, et même des syndiqués leurs demandent pourquoi ils ont fait ça, l'air ébahi et en leur montrant les gens tombés par terre et les lycéens qui pour certains cherchent encore à comprendre ce qui s'est passé. Aucune réponse. Seulement des insultes de leur part, des doigts d'honneur. La foule commence à s'énerver, plusieurs personnes leur crachent dessus et un groupe commence à gueuler "SOCIAL-TRAITRES ! SOCIAL-TRAITRES" en les pointant du doigt. Quelques canettes de bière leur volent dessus.

[…] Sentant la pression monter, le SO sort les gazeuses et allume encore la foule en se frayant un chemin à coups de barre de bois et de matraque et disparait dans la panique pour rejoindre leur cortège... Une vieille dame dira " ça fait 40 ans que ça dure. Les flics devraient leur filer un salaire, au moins ce serait plus clair". […]

Une phrase qui m'a choqué […] un gars en colère s'adresse à eux "vous frappez des gens qui sont de la même classe que vous. Vous êtes des ennemis. Vous agissez contre le prolétariat". Un vieux du SO, hargneux, lui rétorque "Ta gueule ! tu sais même pas ce que c'est que le prolétariat !". […] Un chômeur gréviste »

« Au cours de la manifestation de ce mardi 19 Octobre à Paris, le SO de la CGT qui (ce n'est plus un secret pour personne) collabore avec les flics, a commis de nouvelles violences à l'encontre de jeunes manifestants qui défilaient joyeusement et bruyamment en brulant quelques fumigènes. Il semble évident que la couleur de peau a été déterminante dans le choix des jeunes frappés. Nous avons assisté à un déchainement haineux de violence (coups de matraques, gaz lacrymogène). Beaucoup de jeunes très choqués n'y comprenaient plus rien « on n'a rien fait, pourquoi la police fait ca ? ». C'est vrai qu'on s'y perd... Nous avons encerclé le service d'ordre pour tenter de le calmer, celui-ci a riposté immédiatement à coup de matraques et de gaz. Ceux-ci très vite rejoint par les keufs en civil, vraisemblablement satisfaits qu'on leur facilite ainsi le "travail". […] Des manifestants grévistes » ★

HOPITAL TENON EN GREVE

Le plan de restructuration de l'Assistance Publique prévoit la fermeture des urgences de l'hôpital Tenon la nuit, le transfert des laboratoires (sauf le minimum) sur Saint Antoine, déjà surchargé, qui sera transformé en hôpital d'accueil des urgences. Les urgences qui seront maintenues ne pourront fonctionner correctement sans laboratoire, ni de service de cardiologie.

Un document de l'Agence Régionale de Santé a annoncé qu'il n'y aura plus qu'un seul bloc opératoire ouvert de 18 heures 30 à 8 heures et les week-ends et jours fériés, par département en Ile de France. La même agence, par « la réorganisation des gardes de nuit sur Paris », va en fait fermer de nombreux services d'urgence la nuit.

Le personnel et les habitants du XXème exigent : Le maintien des urgences 24 heures sur 24 à l'hôpital Tenon, le maintien des laboratoires avec leurs spécialités et médecins de garde, le maintien des services spécialités, la réouverture du centre IVG.

A la réunion à la Mairie du XXème, les technocrates, le représentant PS de la Mairie et les mandarins ont défendu le plan de réaménagement prévu par l'ARS. Pour eux, le bâtiment ultra moderne est le principal, peu importe la suppression d'un certain nombre de service et de la médecine de proximité.

Mais comme dit le personnel, « A quoi sert un hôpital high-tech s'il n'y a personne pour le faire tourner ?! ».

Eux-mêmes reconnaissent, comme le font remarquer les infirmières, le manque de personnel, précisant qu'il est difficile d'embaucher. Les infirmières présentes leur font remarquer que 60% des nouvelles infirmières ont démissionné au bout d'un an, vu les conditions de travail, manque de personnel, stress, travail de nuit, responsabilités supplémentaires, difficultés à suivre les malades correctement provoquant un sentiment de culpabilité…

Peu importe la désorganisation des services, une logique financière de rentabilisation des services spécialisés est imposée, au détriment des conditions de travail du personnel et de la santé des patients. ★

APPEL A LA FORMATION D'UN SECOURS ROUGE PROLETARIEN

(Suite au meeting du 31 janvier)

Aujourd'hui, les initiatives sont dispersées. Suite à des problèmes internes et personnels provoqués par une faction, le Secours Rouge de France a été mis en sommeil.

Devant la montée de la réaction et de l'extrême droite, le renforcement de l'Etat policier, la montée d'une forme rampante de fascisme, le fascisme moderne, la politique sécuritaire soutenue par la droite et la gauche, la montée du racisme désignant Rroms et immigrés comme boucs émissaires, il devient nécessaire de donner une orientation de classe au Secours Rouge. C'est pourquoi cet appel est lancé.

Dans un premier temps nous tenterons d'aider à la coordination de toutes les initiatives de soutien aux prisonniers politiques communistes, anarchistes, progressistes, et celles visant à soutenir tous ceux qui sont emprisonnés ou condamnés pour leurs activités au sein de la lutte de classe, comme les syndicalistes, les travailleurs, les jeunes en révolte, ou les victimes du racisme et du fascisme.

★(Pour plusd'infos, écrire au journal lacausedupeuple@gmail.com)

UN POINT SUR MICHELIN

Fin 2012, Michelin aura supprimé 3 195 emplois, notamment en fermant une usine (276 emplois) et en arrêtant deux ateliers (477 et 340 emplois). Mais également en délocalisant : les pneus pour vélo, cyclomoteur, moto, tourisme jusqu'à 15 pouces, tracteurs, ne sont plus fabriqués en France.

La fermeture de Noyelles entraîne la délocalisation vers la Serbie des pneus hauts de gamme (Porsche-BMW-Ferrari).

Evolution :

- Des effectifs :

1980 : Clermont-Ferrand (30 000) – France (52 500) – monde (128 000)

2010 : Clermont-Ferrand (11 500) – France (28 000) – monde (110 000)

- Du chiffre d'affaires :

100 en 1998 ; 107,58 en 2009 ; avec des pics de 113,79 (2004) et 122,55 (2006)

- Des dividendes :

139 en 2002 ; 240 en 2006 ; 154,14 en 2009

- Des salaires :

100 en 1999 à 107,58 en 2009

Ce qui veut dire que les délocalisations qui entraînent le chômage, malgré les indemnités versées, augmentent considérablement les dividendes (au moins 35% en moyenne sur 10 ans, alors que les salaires sont pratiquement au même point qu'en 1999). ★

CORRESPONDANCE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Nice : L'aéroport a été paralysé par une grève du personnel d'Air France (860 salariés). Manifestations des lycéens des lycées Masséna, Albert-Calmette, Thierry-Maulnier, Les Eucalyptus. Grosse manifestation (12 000 personnes).

Antibes : Les lycéens d'horticulture et ceux du lycée Jacques Dollé ont bloqué la route et l'entrée du lycée.

Cagnes : Mobilisation au Lycée Renoir, le portail du lycée est secoué, des lycéens sont interpellés, les parents menacés de devoir rembourser les « dégâts ».

Cannes : Manifestation des lycéens : Alfred-Hutinel, Bristol, Carnot, les Coteaux, Jules Ferry (950 jeunes) jonction avec les travailleurs.

Grasse : 800 personnes, principalement lycéens, participent au défilé.

Menton : 400 à 500 lycéens de Pierre et Marie-Curie ont défilé jusqu'au lycée Saint-Joseph de Roquebrune.

Vence : Devant l'entrée du lycée Henri Matisse deux arrestations musclées, les lycéens se sont rendus au commissariat scandant « libérez nos camarades », qui ont été relâchés.

LICENCIEMENT ABUSIF A LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE

Valérie, Déléguée syndicale CNT et élue au comité d'entreprise à la Cinémathèque Française, a été licenciée abusivement, pour son engagement politique. Elle est notamment accusée de harcèlement alors que c'est elle qui le subit ! ★
Vous pouvez envoyer un message de soutien à l'adresse mail : intersyndicale.cinematheque@gmx.com

REPRESSION ANTI-OUVRIERE EN UKRAINE

Des militants du Syndicat Indépendant des Mineurs, affilié à la Coordination des Conseils des Travailleurs d'Ukraine, ont été licenciés en raison de leur engagement contre la détérioration des conditions de travail et contre l'augmentation de l'exploitation des mineurs du groupe Krasnodonugol. La plupart ont été réintégrés sauf le dirigeant du SIM, Dmitry Kalitventsev. ★

Vous pouvez envoyer vos lettres de soutien (en anglais) à l'adresse mail : ksrd@pisem.net

LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE S'INVITENT AU SALON DE L'AUTO

Le 8 octobre dernier, près de 1 500 travailleurs de l'Automobile venus de toute la France ont envahi le salon de l'auto, malgré les tentatives des CRS de les empêcher. L'ambiance était à la réappropriation du travail et à l'affirmation que « sans nous, pas de bagnoles » ! Plusieurs voitures ont été redécorées par des banderoles et des autocollants. L'Internationale a résonné plusieurs fois, donnant du courage et affirmant l'unité des travailleurs et travailleuses présents. ★

QU'ECRIVENT-ILS ?

Ne nous y trompons pas, la réforme des retraites n'est pas seule en cause du climat social actuel, elle n'est que la cristallisation d'un ras le bol généralisé.

Aucune niche n'est épargnée par ces « réformes » destructions, l'éducation, la santé, la justice, le droit communautaire, les associations, rien n'est épargné sauf les plus riches.

Rappelons que l'histoire nous a appris qu'il y a des ordres auxquels on n'obéit pas.

Ainsi il est du devoir de chaque citoyen d'entre en résistance contre l'injustice et l'arbitraire.

Union des Syndicats CGT des Travailleurs de la Métallurgie de Paris

Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne

Troisième partie du dialogue entre anciens militants de la GP, qui n'ont ni trahi, ni renoncé à la lutte pour l'émancipation du prolétariat. La discussion en était à la nécessité pour les masses de s'organiser et de reprendre leurs affaires en mains, particulièrement la question de l'autodéfense face aux attques physiques de l'ennemi.

P : Et pour protéger les gens ?

B : C'était organisé ! On n'allait pas la fleur au fusil contre les racistes et les fascistes ! Si on se faisait agresser, il y avait des groupes qui devaient résister. Si on nous frappe, il faut réagir pour se protéger contre le racisme. Par exemple sur des cas précis comme celui du camarade Pierre Overney, travailleur de chez Renault tué par un vigile aux ordres de la direction, du système, il a été décidé d'organiser une contre-offensive pour frapper ces racistes. A cette époque, cette organisation s'appelait la NRP (Nouvelle Résistance Populaire). Il fallait montrer que si l'on se bat sur le plan économique avec une organisation politique de masse, il est possible pour se défendre de faire quelque chose contre la réaction.

P : C'est un peu comme aujourd'hui, où l'on voit dans les journaux que des gens non organisés qui après des poursuites par la police sont morts parce qu'ils ont pris peur et se sont enfuis. Alors les jeunes commencent à se révolter jusqu'à tirer des coups de fusil.

B : Si on prend la NRP dans le cas de Pierre Overney et l'enlèvement symbolique de Nogrette, chef du personnel de Renault, l'important est surtout de montrer aux gens qu'il est possible de s'organiser dans tous les aspects de la lutte, progressivement. Plus la lutte avance, plus il y a une prise de conscience, plus les masses viennent.

P : Plus la lutte avance, plus les autres répliquent…

B : Ils répliquent toujours. Il faut commencer par degré. Il ne faut pas se faire d'illusions. On le voit aujourd'hui, l'affinement de l'appareil policier est tel que c'est invraisemblable.

P : A l'époque, l'Etat français était « relativement » indépendant. Il est toujours « indépendant » mais il y a la « mondialisation » qui n'était pas si développée, il y a l'Europe « Unie ». La mondialisation existait déjà, mais pas au même niveau. Aujourd'hui, il n'y a plus personne en face. Dans le temps il y avait des pays socialistes et la réaction ne pouvait pas faire la même chose.

B : En France, il y a un processus d'affinement du système politique. L'appareil répressif et policier s'est considérablement développé. On est arrivé à une situation où il est devenu difficile de bouger. Il faut relativiser cette situation. Il y a l'Europe, certes, mais il y a déjà eu des crises qui sont d'ailleurs prévisibles, car il y a des paliers.

P : Il y a trop de marchandises et les gens ne peuvent plus acheter car ils n'ont plus d'argent.

B : Comme les capitalistes veulent préserver leurs intérêts, ils cherchent toujours à plus accumuler. Automatiquement ça va faire du dégât. Tout cela se répercute au sein des masses. Il y a une paupérisation très importante, un abaissement de la possibilité pour les gens de vivre dignement. Les capitalistes sont obligés de serrer la vis pour contenir la colère qui gronde. Le processus de fascisation s'accélère, une nouvelle forme de fascisme moderne se met en place. C'est un régime fasciste pas comme dans le temps, c'est une forme atténuée. En face, on nous parle de démocratie. Mais quelle démocratie ?

P : C'est une forme atténuée parce qu'ils n'ont pas encore une force déterminée devant eux.

B : Il y a de plus en plus d'interdictions : t'as des radars, des banques de données, des caméras.

P : La Sécu est démantelée…

B : Oui ! On nous rogne les acquis sociaux, le remboursement des médicaments diminue, ils prélèvent de l'argent sans demander notre avis. C'est ça la démocratie : on nous prélève sur nos fiches de paie ou sur nos retraites la CSG, RDS, etc, mais presque rien sur les revenus du capital. Si ça ce n'est pas la dictature, c'est quoi ?

P : Alors pourquoi les syndicats ne sont-ils pas efficaces ?

B : Parce qu'ils ne veulent pas attaquer le système. Il n'y a pas de mystère. Si tu fais grève, tu perds de l'agent. S'ils voulaient s'organiser, ils appelleraient les masses à faire plier le système. Le seul moyen, c'est de paralyser la production. S'il n'y a pas ça, il n'y aura rien. Faire des « grêvettes », ça ne sert à rien et ça décourage les gens. Il y en a de moins en moins. C'est une situation dramatique, grave. Si on veut que ça change, il faut qu'on agisse.

P : Il faut reprendre l'idée qu'il faut résister.

B : Il faut qu'ils voient qu'un embryon commence à s'organiser. On ne peut pas avoir de résistance sans s'organiser. La résistance n'existe pas individuellement.

P : Il y a beaucoup de gens qui s'organisent, mais ils s'occupent des loyers, etc.

B : Le plus grave c'est l'assistanat. Certaines personnalités se donnent bonne conscience en créant des associations caritatives. On n'entend que ça. Il faut aider un tel. On te demande de donner de l'argent, pour le cancer, etc. C'est un moyen d'empêcher l'organisation des travailleurs. On leur donne une bonne conscience parce qu'ils ont aidé. Le problème n'est pas de faire de l'assistanat, mais de s'organiser.

P : Les dirigeants ont peut-être des idées derrière la tête, mais les gens qui sont dans ces associations essaient de faire de leur mieux. Les gens les aiment bien parce qu'ils les aident. Comment transformer ces gens ?

B : Prenons un cas concret. Je remonte en arrière. Le Secours Rouge, c'est très important. Il y a eu des personnalités : Simone de Beauvoir, Jean Paul Sartre et d'autres. On a vu ces gens là, économiquement à l'abri, aisés, qui ont pris position et ont soutenu des organisations qui posaient un problème politique en France, comme le cas du journal La Cause du Peuple qui était un journal maoïste, de la Gauche Prolétarienne. Ils ont pris en main le journal qui était régulièrement interdit par le pouvoir. Ils ont bravé avec d'autres personnes cette interdiction et ont vendu le journal. Ce qui prouve que malgré toutes ces interdictions, quand ces gens ont pris conscience et se sont mobilisés avec d'autres personnes et des larges masses, il est important et possible de braver les interdictions et l'appareil répressif du système. (*suite au prochain numéro*)

Liberté pour les « 43 de Morong » !



C'est sous le régime militaire de Ferdinand Marcos, au début des années 1980, et avec l'aide des États-Unis, que l'armée philippine a commencé à utiliser les techniques de la guerre anti-insurrectionnelle pour essayer de mettre fin à l'insurrection armée communiste, née à la fin des années 1960. En 1986, Marcos a été renversé et le nouveau régime, toujours appuyé par les États-Unis, a continué sa « sale guerre ». Les vigilantes (escadrons de la mort) ont alors fait leur apparition, terrorisant, torturant et assassinant les militant-e-s progressistes et les populations civiles favorables à l'insurrection armée.

Depuis 2001, prenant Abu Sayyaf et ses liens avec Al Qaeda comme prétextes, les États-Unis ont renforcé leur soutien à la guerre anti-insurrectionnelle menée par l'armée philippine. En janvier 2002, le président George W. Bush, avec l'appui inconditionnel de la présidente des Philippines, Gloria Macapagal Arroyo (GMA), a ouvert, dans l'archipel, un « deuxième front » à la « guerre contre le terrorisme », appelé « Operation Freedom Eagle ».

Sous le nom d'Oplan Bantay Laya, depuis presque une décennie, l'Armée philippine mène donc une guerre à la fois contre Abu Sayyaf et le mouvement séparatiste moro (au sud du pays), mais aussi contre l'insurrection armée communiste (dans l'ensemble de l'archipel). En juin 2006, GMA a promis de mettre fin, d'ici la fin de son mandat (juin 2010), à la guerre populaire menée par la NPA (New People's Army) et le CPP (Communist Party of the Philippines). Cette «guerre totale» contre le CPP-NPA s'est traduite par une aggravation de la militarisation des campagnes, des déplacements encore plus nombreux de populations civiles et une augmentation dramatique du nombre des victimes de violations des droits humains.

Il est difficile de chiffrer exactement les victimes d'Oplan Bantay Laya. Mais les organisations luttant contre les violations des droits humains estiment que plus de 1 200 personnes ont été assassinées ou ont « disparues » depuis 2001. Sont tout particulièrement visés les membres de syndicats de paysans (comme KMP) et de travailleurs (comme KMU), d'organisations de femmes (comme Gabriela), de défense des droits humains (comme Karapatan) et d'organisations politiques progressistes (comme Bayan Muna). Mais on compte également parmi les victimes des journalistes, des membres d'organisations étudiantes, des leaders de minorités ethnolinguistiques, des ecclésiastiques, etc.

Un exemple emblématique de la manière dont les populations civiles sont visées par la guerre anti-insurrectionnelle menée actuellement est l'arrestation, le 6 février dernier, de 43 personnels médicaux dans la ville de Morong (province de Rizal). Parmi les « 43 de Morong », figurent deux médecins, un infirmier et deux sages-femmes, et surtout des travailleurs et travailleuses de santé communautaire. La situation sanitaire étant déplorable, les communautés les plus pauvres ont largement recours à ces bénévoles formés aux premiers soins et aux médecines traditionnelles. Les militaires ont accusé les « 43 de Morong » d'être des membres de la NPA s'entrainant à la préparation d'explosifs.

L'arrestation des « 43 de Morong » a été entachée de nombreuses violations des droits humains : tortures psychiques, physiques et à caractère sexuel pendant cinq jour dans le Camp de Capinpin à Tanay (province de Rizal). De plus, les « 43 de Morong » n'ont pas été informé-e-s des raisons de leur arrestation et n'ont pas pu recevoir la visite d'avocats.

Depuis l'arrestation des «43 de Morong», de nombreuses manifestations ont exigé leur libération. Elles ont permis que leurs proches puissent les visiter. Maintenant, 38 des 43 sont détenu-e-s dans le Camp militaire de Bagong Diwa (« Nouvelle conscience ») – les cinq autres qui ont le statut de « témoins de l'État » sont dans un camp militaire. Les mobilisations ont également permis que Judilyn Carina Oliveros et son nouveau-né ne soient pas réincarcérés.

Le Président Benigno Aquino III, qui a pris ses fonctions à la fin du mois de juin dernier, a récemment reconnu publiquement que l'arrestation des « 43 de Morong » était entachée d'irrégularités. Les proches des « 43 de Morong » et la Free The 43 Health Workers Alliance se réjouissent des déclarations de Benigno Aquino, mais ils/elles soulignent également que la suite logique devrait être une libération des 43. Comme l'a déclaré Evelyn Montes, l'épouse du Dr. Alexis Montes, l'un des 43, « [le Président] reconnait que l'arrestation était une erreur depuis son début. Qu'est ce que le Président attend ? Il a le pouvoir de les libérer. »

Benigno Aquino a en effet la possibilité de libérer les « 43 de Morong », puisque l'instruction de l'affaire relève directement du Département de la Justice. Non seulement les proches des «43 de Morong» et la Free The 43 Health Workers Alliance ont annoncé qu'ils/elles vont continuer à faire pression sur Benigno Aquino pour qu'il libère les 43, mais ils/elles ont également annoncé qu'ils/elles entameront des démarches afin que les responsables de l'arrestation des « 43 de Morong » soient poursuivis, pour arrestation illégale et torture, dès que les 43 seront libéré-e-s.

Le Président Aquino, qui avait fait campagne en se présentant comme soucieux des droits humains, a amnistié il y a peu plusieurs militaires impliqués dans des tentatives de coup d'état. Il a également prolongé l'Oplan Bantay Laya qui devait s'arrêter avec la fin du mandat de GMA à laquelle il a succédé. Il y a plus de 400 prisonnier-e-s politiques dans l'archipel. Ils/elles doivent tous être libéré-e-s ! La guerre anti-insurrectionnelle doit cesser !

Les « 43 de Morong », leurs proches et la Free The 43 Health Workers Alliance remercient les organisations qui en France se sont joints à la protestation internationale début juillet, notamment l'AGEN (Nanterre), le Secours Rouge, la CNT-59 et Coup pour Coup (Toulouse). Ils demandent de continuer à :

• Signer la pétition : http://www.petitiononline.com/FreeD43/petition.html

• Protester auprès de l'ambassade des Philippines, par téléphone (01 44 14 57 00), fax (01 46 47 56 00) ou mail (ambaphilparis@wanadoo.fr)

Plus d'informations sur la campagne de solidarité aux Philippines et en France : http://solidaritesphilippines.wordpress.com / solidaritesphilippines@yahoo.fr

★Solidarités Philippines

Nanterre : Une journée de résistance !

Texte publié par l'AGEN sur le blog http://agen-nanterre.over-blog.com

Depuis plusieurs jours, les lycéens de Nanterre sont en grève et bloquent leur lycée. En fin de semaine dernière, le mouvement est durement réprimé. Les forces de l'ordre passent à tabac les jeunes lors d'une manifestation. Plusieurs blessés graves, de nombreuses interpellations et des procès sont prévus pour le 2 décembre.

Aujourd'hui, alors que les lycéens comptaient bloquer à nouveau leur établissement, ils se rendent compte à leur arrivée que les « forces de l'ordre » étaient déjà mobilisées. Face à l'interdiction qu'il leur a été faite de continuer leur mouvement la tension à augmenté jusqu'à l'affrontement.

Des étudiants étaient sur place et ont manifesté leur soutien face aux brutalités policières. Après l'AG de la fac nous avons été manifesté jusqu'au lycée en soutien aux lycéens puis un rassemblement devant le commissariat s'est tenu pour dénoncer la répression qui a conduit à l'arrestation de dizaines de lycéens et de collégiens !

Des « casseurs » disent ils ?

De la droite à la gauche et repris largement par les médias, ces lycéens en grève sont traités de « casseurs venus de la cité ». Jamais le mot « lycéen » ou « jeune » est employé pour les désigner. Pourquoi ? Pour délégitimer cette lutte. Pour faire passer ces jeunes pour des sauvageons incontrôlables qui méritent au final un tel traitement. Pour décupler la peur de l'opinion publique la police parle de « guérilla urbaine » ou « de casseurs organisés ». Seulement, ces jeunes sont des lycéens en grève, révoltés par leurs conditions de vies. Les véritables casseurs sont ceux qui génèrent cette colère. Ce sont ceux qui démolissent nos acquis sociaux, qui privatisent, qui font la promotion des lois racistes et sécuritaires !

Qu'en est-il de la répression policière ?

Pourquoi ne parle- t- on plus de Geoffrey, ce lycéen de Montreuil qui s'est pris jeudi dernier un tir de flash ball en plein visage et qui risque de perdre son œil ? Pourquoi ne parle- t- on pas de ce lycéen à Caen qui s'est fait fracassé le crâne ? De ces nombreuses interventions policières dans les lycées qui se sont soldés par de nombreux blessés ou mutilés ?

La bourgeoisie et ses relais médiatiques ont jeté à la trappe ces événements qui expliquent la colère des lycéens. Depuis trop longtemps maintenant le jeune de quartier populaire est représenté comme un barbare, une personne proche de l'animalité qui au final méritent sa condition sociale et qu'on le brutalise quand il ose la contester.

De quel côté doit être le mouvement social ?

Le mouvement actuel doit soutenir ces jeunes, leur révolte car elle est juste, légitime et qu'ils sont les premiers touchés par la situation sociale actuelle. Leur combat est le notre, en cela nous devons le porter !

Créons des comités de lutte travailleurs, étudiants, lycéens à la base pour faire face à la fascisation !

SOLIDARITE AVEC LES LYCEENS EN GREVE !

CONTRE LA REPRESSION !

UNITE DE LA LUTTE : TRAVAILLEURS, ETUDIANTS, LYCEENS !

TEMOIGNAGE SUR GRANDPUITS

Hier, le 26 octobre 2010, je me suis rendu avec une délégation la CGT et de la FSU d'Eure et Loir soutenir les travailleurs en grèves et aussi les travailleurs réquisitionnés par l'état bourgeois du site de raffinage de Grandpuits. Avec la trentaine des camarades d'Eure et loir et des potes de Melun, nous avons organisé une opération blocage des camions citernes, dés notre arrivée sur place, malheureusement, nous avons vite été délogés par les forces de l'ordre.

Nous nous sommes dirigés sur le site où nous avons bien été accueillis par les salariés de la raffinerie, le discours des camarades du site est très combatif. Ils ont été aussi très émus de notre solidarité que nous leur avons apportée ce matin. Selon les camarades, la raffinerie de Grandpuits comme toutes celles qui ont subi les réquisitions, se vident, et dans deux jours les cuves seront vides. Résultat, il n'y a plus de carburant dans les cuves, sachant qu'il faut une quinzième de jours afin que le site puisse redémarrer. La bonne nouvelle pourrait être simple : Si la grève des raffineries demeure, dans trois semaines, la France se retrouvera dans une merde in France !!!!

Salutations syndicales et révolutionnaires

Manu

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**. Votre **participation** au journal est **importante** :

★ Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région.

★ **Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction.

★ **Abonnez vous** (20€ = 1 an - 12 numéros - ou plus pour soutenir).

Dans tous les cas, **contactez nous** :

★ Par **courrier** (adresse temporaire) : SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

★ Par **email** : lacausedupeuple@gmail.com et sur le **blog** http://lacausedupeuple.blogspot.com

★ **Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier).